

ARRETE DE CIRCULATION

Portant réglementation de la circulation

309, Méron – SAINT HERBLON

Monsieur Eric LUCAS, Maire de la commune de VAIR SUR LOIRE,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 3221-4,

VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R.411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 417-9, R. 417-10, R.417-11,

VU l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, Livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire,

CONSIDERANT qu'en raison des **travaux de génie civil, trappe de client vers le poteau bloqué après 20 m** réalisés par l'**entreprise CIRCET, au lieu-dit «309, Méron » à Saint Herblon commune déléguée de VAIR SUR LOIRE**, et qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté.

ARRETE

ARTICLE 1

Du 6 février 2023 au 17 février 2023, au lieu-dit «309, Méron » à Saint Herblon commune déléguée de VAIR SUR LOIRE, les dispositions suivantes s'appliquent suivant l'avancement des **travaux de génie civil trappe de client vers le poteau bloqué après 20 m** :

- circulation alternée par feux tricolores
- chaussée rétrécie
- empiètement sur chaussée
- interdiction de stationner au droit du chantier pour les véhicules légers ainsi que les poids lourds.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par :

CIRCET
75 rue Pierre Arnaud
Anetz
44150 VAIR SUR LOIRE

ARTICLE 3

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

En cas de dégradations du domaine public, vous devrez réparer les dommages causés et remettre les lieux en l'état à la fin de l'autorisation.

ARTICLE 4

Monsieur le Maire de VAIR SUR LOIRE et Monsieur le Commandant du Groupement de la Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

A VAIR SUR LOIRE, le 31/01/2023.

Le Maire,
Eric LUCAS



Une copie conforme du présent arrêté sera adressée :

A CIRCET pour attribution.

À la Compagnie de Gendarmerie d'Anzenis pour attribution.

Au centre de secours pour information.

Aux services déchets et transports pour information.

NB : Le présent arrêté n'a pas à être transmis au contrôle de légalité (article 140 de la loi du 13 août 2004). Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANTES dans le délai de deux mois à compter de sa publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.